

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada
PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1
Bid Fax: (204) 983-0338**

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Individual Standing Offer (RISO)
Offre à commandes individuelle régionale (OCIR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution
Public Works and Government Services Canada - Western
Region
PO Box 1408, Room 100
167 Lombard Ave.
Winnipeg
Manitoba
R3C 2Z1

Title - Sujet Johnson Control Parts	
Solicitation No. - N° de l'invitation W0118-12X017/A	Date 2012-11-19
Client Reference No. - N° de référence du client W0118-12X017	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$WPG-016-8286
File No. - N° de dossier WPG-2-35215 (016)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-01-03	Time Zone Fuseau horaire Central Standard Time CST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Hall, Marlene	Buyer Id - Id de l'acheteur wpg016
Telephone No. - N° de téléphone (204)984-6423 ()	FAX No. - N° de FAX (204)983-7796
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE CE Warehouse, Bld P101 CFB SHILO SHILO Manitoba R0K2A0 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

**DEMANDE D'OFFRE À COMMANDES INDIVIDUELLE ET RÉGIONALE
POUR DES PIÈCES DE MARQUE JOHNSON CONTROL**

TABLE DES MATIÈRES**PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Instrument de commande
7. Limite des commandes subséquentes
8. Ordre de priorité des documents
9. Attestations
10. Lois applicables

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions pour la facturation
6. Clauses du Guide des CCUA

Liste des annexes :

- Annexe A - Besoin
Annexe B - Base de paiement
Annexe C - Rapport d'utilisation de l'offre à commandes

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

- | | |
|----------|--|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants: renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir; |
| Partie 6 | 6A, Offre à commandes, et 6B, Clauses du contrat subséquent: |
| | 6A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 6B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent le Besoin, la Base de paiement et le rapport d'utilisation de l'offre à commandes.

2. Sommaire

Le ministère de la Défense nationale (MDN), BFC Shilo, a fait une demande d'offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la fourniture et la livraison de nouvelles pièces de rechange de CVCA Johnson Control, si l'utilisateur désigné demande de tels biens pour la durée de l'offre à commandes. Les pièces de rechange de CVCA Johnson Control serviront à réparer et à mettre à niveau les systèmes existants de ce fabricant à l'emplacement du MDN.

Les offrants doivent être un distributeur autorisé pour les produits Johnson la partie de contrôle décrites à l'annexe A, liste des pièces obligatoires.

Destination FAB au Ministère de la Défense nationale, Base des Forces canadiennes Shilo, Shilo, au Manitoba, au CANADA.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), et de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

3. Compte rendu

Après l'émission d'une offre à commandes, les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2012-11-19) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

1.1 Clauses du *Guide des CCUA*

B4024T	Aucun produit de remplacement	(2006-08-15)
M0019T	Prix et(ou) taux fermes	(2007-05-25)
M1004T	Condition du Matériel	(2011-05-16)

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10) jours** civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas

répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur au **Manitoba** et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (2 copies papier)
Section II : offre financière (1 copie papier)
Section III: attestations (1 copie papier).

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques

(<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'annexe B, Base de paiement. Le montant total de la taxe sur les produits et les services ou de la taxe sur la vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu.

Paiement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) ☐ les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**1. Procédures d'évaluation**

- (a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1 Évaluation technique

- (a) Capacité d'exécuter tous les travaux décrits à l'annexe A - Exigence.
- (b) Les offrants doit être un distributeur autorisé pour les produits Johnson tous partie de contrôle détaillés dans Annexe A Liste des pièces obligatoires.
- (c) Les offrants doit être en mesure de fournir des services de dépannage et de soutien technique 24 h par jour pour tous les produits indiqués à l'annexe A. Le soutien technique doit comprendre, sans s'y limiter, la création de solutions et de mesures de soutien en TI, intégration et gestion de l'énergie complexes, en ce qui concerne le Matériel.

1.2 Évaluation financière

Les offrants doivent fournir les prix conformément aux instructions détaillées à l'annexe B - Base de paiement.

1.2.1 Clauses du *Guide des CCUA*

M0222T	Évaluation du prix	(2010-01-11)
C3011T	Fluctuation du taux de change	(2010-01-11)

2. Méthode de sélection

Une offre doit respecter les exigences de la demande d'offres à commandes et satisfaire à tous les critères d'évaluation technique obligatoires pour être déclarée recevable. L'offre recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'émission d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées et la documentation connexe. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées et la documentation connexe ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations, de fournir la documentation connexe ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Attestations obligatoires préalables à l'émission d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une offre, l'offrant atteste, en son nom et en celui de ses affiliés, qu'il respecte la clause concernant le Code de conduite et attestations, des instructions uniformisées. La documentation connexe mentionnée ci-après aidera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques. En présentant une offre, l'offrant atteste être informé, et que ses affiliés sont informés, du fait que le Canada pourra demander d'autres informations, attestations, formulaires de consentement et éléments prouvant son identité ou son éligibilité. Le Canada pourra aussi vérifier tous les renseignements fournis par l'offrant, incluant les renseignements relatifs aux actions ou condamnations précisées aux présentes en faisant des recherches indépendantes, en utilisant des ressources du gouvernement ou en communiquant avec des tiers. Le Canada déclarera une offre non recevable s'il constate que les renseignements demandés sont manquants ou inexacts, ou que les renseignements contenus dans les attestations précisées aux présentes s'avèrent être faux, à quelque égard que ce soit, après vérification par le Canada. L'offrant et ses affiliés devront également demeurer libres et quittes des actions ou condamnations précisées aux présentes pendant toute la période de l'offre à commandes ainsi que pour toutes commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les offrants qui sont incorporés, incluant ceux présentant des offres à titre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci, la liste complète des noms

de tous les individus qui sont actuellement administrateurs de l'offrant. Les offrants en présentant des offres à titre d'entreprise à propriétaire unique, incluant ceux présentant des offres dans le cadre d'entreprise en coparticipation, doivent fournir le nom du propriétaire avec leur offre ou le plus tôt possible après le dépôt de celle-ci. Les offrants en présentant à titre de sociétés, sociétés de personnes, entreprises ou associations de personnes n'ont pas à fournir de liste de noms. Si les noms requis n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. À défaut de fournir ces noms dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire pour l'émission d'une offre à commandes et de tout contrat subséquent.

Le Canada peut, à tout moment, demander à un offrant de fournir des formulaires de consentement dûment remplis et signés (Consentement la vérification de l'existence d'un casier judiciaire - PWGSC-TPSGC 229) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>) pour toute personne susmentionnée, et ce dans un délai précis. À défaut de fournir les formulaires de consentement dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

2. Attestations additionnelles préalables à l'émission de l'offre à commandes

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1. Programme de contrats fédéraux - attestation Programme de contrats fédéraux - 200 000 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujéti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'état pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDC.

L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- (a) () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- (b) () n'est pas assujéti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'quit en matire d'emploi*, L.C. 1995, ch. 44;
- (c) () est assujéti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- (d) () est assujéti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

- 1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe « A ».

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le *Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat*

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

2.2 Offres à commandes - établissement des rapports

Rapports d'utilisation périodique - offres à commandes

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral en vertu de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, incluant ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe « B ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les **trimestres** au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

Premier trimestre : du 1er avril au 30 juin;
Deuxième trimestre : du 1er juillet au 30 septembre;
Troisième trimestre : du 1er octobre au 31 décembre;
Quatrième trimestre : du 1er janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes dans les **15 jours civils suivant** la fin de la période de référence.

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du 01 mai 2013 au 30 avril 2014.

3.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire un (1), à partir du 01 mai 2014 jusqu'au 30 avril 2015, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 15 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Marlene Hall
Spécialiste en approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
167, av. Lombard, pièce 100
Winnipeg (Manitoba) R3C 2Z1

Téléphone : 204 984-6423
Télécopieur : 204 983-7796
Courriel : marlene.hall@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

4.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est : Ministère de la Défense nationale
Base des Forces canadiennes Shilo

Une personne-ressource sera nommée au moment où l'offre à commandes sera attribuée

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

4.3 Représentant de l'offrant - autorisé à recevoir des commandes subséquentes de l'utilisateur indiqué dans l'offre à commandes.

Nom : _____
Titre : _____
Organisation : _____
Adresse : _____
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est :

Ministère de la Défense nationale
Base des Forces canadiennes Shilo
Service d'ingénierie
Shilo (Manitoba)

6. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes ou une version électronique.

7. Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 20 000,00 \$ (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

8. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- d) les conditions générales 2029 (2012-11-19), Conditions générales - biens ou services (faible valeur);
- e) l'Annexe « A », Besoin;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____ (insérer la date de l'offre).

9. Attestations

9.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

9.2 Clauses du Guide des CCUA

M3000C Listes de prix (2006-08-15)

10. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur au Manitoba et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

2.1 Conditions générales

2029 (2012-11-19), Conditions générales - biens ou services (faible valeur) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 12, Intérêt sur les comptes en souffrance, de 2029 (2012-11-19) Conditions générales - biens ou services (faible valeur) ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement - prix unitaire fermes

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations en vertu du contrat, l'entrepreneur sera payé un des prix unitaire fermes précisé(s) dans l'annexe B, selon un montant total de _____ \$ (insérer le montant au moment de l'attribution du contrat). Les droits de douane sont exclus et la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

4.2 Paiement unique

Clause du *Guide des CCUA* H1000C (2008-05-12), Paiement unique

4.3 **Clauses du *Guide des CCUA***

C2000C	Taxes - entrepreneur établi à l'étranger	(2007-11-30)
C2605C	Canadian Customs Duties and Sales Tax - Foreign-based Contractor	(2008-05-12)

4.4 **Paiement par carte de crédit**

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées : _____ et _____. À déterminer (conformément aux indications de l'offrant)

5. **Instructions pour la facturation**

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.
2. Les factures doivent être distribuées comme suit:
 - (a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse qui apparaît à la page 1 du contrat pour attestation et paiement.
 - (b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

6. **Assurances**

Clause du *Guide des CCUA* G1005C (2008-05-12), Assurances

7. **Clauses du *Guide des CCUA***

A9006C	Contrat de défense	(2012-07-16)
B1501C	Appareillage électrique	(2006-06-16)
B7500C	Marchandises excédentaires	(2006-06-16)
C5201C	Frais de transport payés d'avance	(2008-05-12)
M3800C	Estimation de coût	(2006-08-15)

ANNEXE « A »**BESOIN**

Le ministère de la Défense nationale (MDN), BFC Shilo, a fait une demande d'offre à commandes individuelle et régionale (OCIR) pour la fourniture et la livraison de nouvelles pièces de rechange de CVCA Johnson Control, si l'utilisateur désigné demande de tels biens pour la durée de l'offre à commandes. Les pièces de rechange de CVCA Johnson Control serviront à réparer et à mettre à niveau les systèmes existants de ce fabricant à l'emplacement du MDN.

Offrant doit être un distributeur autorisé pour les produits Johnson la partie de contrôle détaillés dans la liste des pièces obligatoires ci-dessous.

Destination FAB : Ministère de la Défense nationale
Base des Forces canadiennes Shilo
Entrepôt, bâtiment P101
BFC Shilo (Manitoba)
CANADA R0K 2A0
À l'attention de :

Livraison des commandes subséquentes à une offre à commandes :

Bien qu'il soit demandé que la livraison soit effectuée dans un délai d'une (1) semaine de la réception d'une commande subséquente à une offre à commandes, **la meilleure date de livraison qui puisse être offerte est de ____ semaines(s)/jour(s) pour les articles stockés et de ____ semaine(s)/jour(s) pour les articles non stockés.**

LISTE DES PIÈCES OBLIGATOIRES :

Le soumissionnaire doit démontrer la conformité de ses produits en cochant les cases correspondantes du tableau 1 ci-dessous, dans les colonnes de droite, pour indiquer s'il est en mesure ou non de fournir les articles indiqués. Les soumissionnaires doivent fournir des produits dont la description, la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce correspondent aux descriptions fournies dans le tableau 1 et l'annexe B - Base de paiement. Les soumissionnaires sont avisés que les produits de remplacement seront jugés irrecevables.

Le défaut de répondre à toutes les exigences de la liste de pièces rendra votre soumission non conforme et elle sera rejetée d'emblée.

Tableau 1 : Liste des pièces obligatoires

Art.	Description	Numéro de pièce	Conforme	Non conforme	Commentaires
1	Commande de surveillance NAE (1-N2)	MS-NAE3510-2			
2	Commande de surveillance NAE (1-N2)	MS-NAE4510-2			
3	Commande de surveillance NAE (2-N2)	MS-NAE5510-2			
4	Commande de surveillance NCE (1-N2)	MS-NCE2516-0			
5	Commande de surveillance NCE (1-MSTP)	MS-NCE2566-0			
6	Commande de matériel de champ (MSTP)	MS-FEC2621-0			
7	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 4points (MSTP)	MS-IOM1711-0			
8	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 6points (MSTP)	MS-IOM2711-0			
9	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 12points (MSTP)	MS-IOM3711-0			
10	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 17points (MSTP)	MS-IOM4711-0			
11	Régulateur numérique étendu	DX-9100-8454			
12	Plaque de montage numérique étendue	DX-9100-8990			
13	Module de communication	XT-9100-8304			
14	Module d'expansion	XP-9102-8304			
15	Module(s) d'expansion	XP-9103/4/5-8304			
16	Contrôleur autonome	AS-UNT111-1			
17	Dispositif de réglage de débit d'air	AP-VMA1420-0			
18	Commande thermostatique en réseau BACnet	TEC2601-4			
19	Commande thermostatique en réseau BACnet	TEC2603-4			

20	Commande thermostatique en réseau BACnet	TEC2604-4			
21	Commande thermostatique en réseau N2	TEC2101-4			
22	Commande thermostatique en réseau N2	TEC2103-4			
23	Commande thermostatique en réseau N2	TEC2104-4			
24	Zone du réseau, à cristaux liquides avec température et humidité relative	NS-BHR7103-0			
25	Zone du réseau, à cristaux liquides avec température	NS-BTF7002-0			
26	Capteur de conduit 8 po	TE-6311P-1			
27	Détecteur thermique de température d'air extérieur	TE-6313P-1			
28	Capteur dans une salle	TE-6314P-1			
29	Capteur, moyenne de 17 pi	TE-6316P-1			
30	Thermostat à cristaux liquides, dans une salle	AP-TMZ1600-0			
31	Capteur de température/d'humidité	HE-67N2-0N00P			
32	Transformateur de puissance (catégorie 2, 24 V, c.a. et 92 VA)	AS-XFR010-1			
33	Capteur d'air extérieur (TEC)	TE-6363P-1			
34	Capteur de conduit 8 po (TEC)	TE-6361M-1			
35	Capteur d'air intérieur à distance (TEC)	SEN-600-1			
36	Services de dépannage et de soutien technique 24 h par jour pour tous les produits indiqués. Le soutien technique doit comprendre, sans s'y limiter, la création de solutions et de mesures de soutien en TI, intégration et gestion de l'énergie complexes, en ce qui concerne le matériel.				

ANNEXE « B »**BASE DE PAIEMENT**

Le soumissionnaire doit fournir les prix unitaires fixes, dans l'unité de distribution demandée, de tous les articles indiqués, et ce, pour la durée de l'offre à commandes et de la période optionnelle, conformément à la liste des pièces obligatoires de l'annexe A.

Les prix doivent être indiqués en dollars canadiens ou américains (à spécifier) et comprendre tous les coûts connexes, y compris les frais de transport et de déchargement, les droits de douane et les frais liés à la destination FAB. La TPS, le cas échéant, est en sus et doit être indiquée comme élément séparé sur toute facture.

Les prix fixes indiqués doivent rester fixes pour la durée de l'offre à commandes. Le paiement s'effectuera conformément aux prix indiqués dans la base de paiement.

Calcul d'évaluation financière :

Les quantités estimatives fournies servent seulement à des fins d'évaluation et ne constituent en aucun cas une garantie de la part du Canada.

1. Pour chaque article de la liste, la quantité estimative sera multipliée par le prix unitaire, de façon à donner le prix calculé pour chacune des périodes visées par l'offre à commandes.
2. Le prix calculé de chaque article sera additionné, de façon à donner le total partiel pour chacune des périodes visées par l'offre à commandes.
3. Les deux totaux partiels seront additionnés, de façon à donner le prix total évalué. (Prix calculé total de la période initiale de l'offre à commandes + prix calculé total de l'année optionnelle.)

Rabais supplémentaires :

Le soumissionnaire offre-t-il des rabais supplémentaires en fonction du volume (p. ex. pour chaque commande subséquente à une offre à commandes ou sur une base cumulative)? Oui ____ Non ____

Si oui, donner des détails : _____.

Prix spéciaux :

En plus de l'entente relative aux prix ci-dessus, tout rabais spécial de fin d'année, de fin de cycle de fabrication, de lots spéciaux, de soldes, de liquidations ou de promotions doit être offert si les prix sont inférieurs à ceux de l'entente relative aux prix indiqués ci-dessus.

Produits connexes variés :

Il est possible d'obtenir d'autres produits connexes variés du catalogue du soumissionnaire au prix courant du soumissionnaire moins un rabais de ____%. Ce rabais fera partie de l'offre à commandes, mais ne sera pas pris en compte dans les évaluations.

BASE DE PAIEMENT – LISTE DE PIÈCES JOHNSON CONTROLS

Art.	DESCRIPTION	NUMÉRO DE PIÈCE	QTÉ EST.	UNITÉ DE DISTRIBUTION	PRIX UNITAIRE Période initiale de l'OC	PRIX UNITAIRE Année optionnelle
1	Commande de surveillance NAE (1-N2)	MS-NAE3510-2	5	ch.	\$	\$
2	Commande de surveillance NAE (1-N2)	MS-NAE4510-2	2	ch.	\$	\$
3	Commande de surveillance NAE (2-N2)	MS-NAE5510-2	1	ch.	\$	\$
4	Commande de surveillance NCE (1-N2)	MS-NCE2516-0	2	ch.	\$	\$
5	Commande de surveillance NCE (1-MSTP)	MS-NCE2566-0	5	ch.	\$	\$
6	Commande de matériel de champ (MSTP)	MS-FEC2621-0	20	ch.	\$	\$
7	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 4 points (MSTP)	MS-IOM1711-0	10	ch.	\$	\$
8	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 6 points (MSTP)	MS-IOM2711-0	10	ch.	\$	\$
9	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 12 points (MSTP)	MS-IOM3711-0	10	ch.	\$	\$
10	Supports des barres omnibus des contrôleurs locaux, des actionneurs de capteurs et des modules d'entrée/de sortie 17 points (MSTP)	MS-IOM4711-0	10	ch.	\$	\$
11	Régulateur numérique étendu	DX-9100-8454	10	ch.	\$	\$
12	Plaque de montage numérique étendue	DX-9100-8990	10	ch.	\$	\$
13	Module de communication	XT-9100-8304	5	ch.	\$	\$
14	Module d'expansion	XP-9102-8304	5	ch.	\$	\$
15	Module(s) d'expansion	XP-9103\4/5-8304	20	ch.	\$	\$

16	Contrôleur autonome	AS-UNT111-1	5	ch.	\$	\$
17	Dispositif de réglage de débit d'air	AP-VMA1420-0	5	ch.	\$	\$
18	Commande thermostatique en réseau BACnet	TEC2601-4	20	ch.	\$	\$
19	Commande thermostatique en réseau BACnet	TEC2603-4	20	ch.	\$	\$
20	Commande thermostatique en réseau BACnet	TEC2604-4	20	ch.	\$	\$
21	Commande thermostatique en réseau N2	TEC2101-4	10	ch.	\$	\$
22	Commande thermostatique en réseau N2	TEC2103-4	10	ch.	\$	\$
23	Commande thermostatique en réseau N2	TEC2104-4	10	ch.	\$	\$
24	Zone du réseau, à cristaux liquides avec température et humidité relative	NS-BHR7103-0	10	ch.	\$	\$
25	Zone du réseau, à cristaux liquides avec température	NS-BTF7002-0	10	ch.	\$	\$
26	Capteur de conduits 8 po	TE-6311P-1	50	ch.	\$	\$
27	Détecteur thermique de température d'air extérieur	TE-6313P-1	10	ch.	\$	\$
28	Capteur dans une salle	TE-6314P-1	10	ch.	\$	\$
29	Capteur, moyenne de 17 pi	TE-6316P-1	10	ch.	\$	\$
30	Thermostat à cristaux liquides, dans une salle	AP-TMZ1600-0	5	ch.	\$	\$
31	Capteur de température/d'humidité	HE-67N2-0N00P	6	ch.	\$	\$
32	Transformateur de puissance (catégorie 2, 24 V, c.a. et 92 VA)	AS-XFR010-1	10	ch.	\$	\$
33	Capteur d'air extérieur (TEC)	TE-6363P-1	10	ch.	\$	\$
34	Capteur de conduit 8 po (TEC)	TE-6361M-1	50	ch.	\$	\$
35	Capteur d'air intérieur à distance (TEC)	SEN-600-1	20	ch.	\$	\$

